

Abdellatif Ouammou : «Renforcer le rôle des partis politiques en tant qu'instrument intermédiaire»

Propos recueillis par Khalid Darfaf



Abdellatif Ouammou, membre du Bureau politique, estime que les analyses à vocation déterministes ont des limites. Contrairement à ceux qui pensent que le monde arabe est contraint de subir l'effet domino, Ouammou estime que le Maroc n'est ni la Tunisie ni l'Égypte.

Chaque pays à ses particularités et ses spécificités, souligne-t-il. Il confirme aussi qu'il est temps de renforcer le rôle des partis politiques en tant qu'instrument intermédiaire pour éviter le risque d'une confrontation directe entre le pouvoir et la société. En plus, cela ne fait en fin de compte que revaloriser l'action politique.

Al Bayane : quelle analyse faites-vous de l'appel de certaines formations politiques à manifester le 20 février ?

Abdellatif Ouammou : Le fait de manifester est un droit que personne ne peut contester. Reste à savoir que l'exercice de ce droit doit être conforme à la loi et aux législations en vigueur. Je pense aussi qu'il ne faut pas trop se focaliser sur ces mouvements contestataires, car l'expérience a démontré que le Maroc est très ouvert à ce genre de protestations qui sont, en fin de compte, tout à fait normales. Il se peut que la conjoncture actuelle a imposé une telle situation et que ces manifestations s'inscrivent dans le cadre de la solidarité ou ayant pour objectif le renforcement des acquis à condition que ce soit dans le total respect de la légalité. Toutefois, il faut se méfier des conséquences négatives et intolérables du fait de protester juste pour protester, ou des spéculations ayant des visées déstabilisatrices. Le royaume a prouvé qu'il est toujours en avant par rapport au monde arabe et aussi toujours en éveil et doit continuer ...

Selon vous, y'aurait-il un transfert des cas égyptien et tunisien sur le Maroc ?

Loin s'en faut. Les analyses à vocation déterministes ont des limites. Chaque pays à ses particularités et ses spécificités. En plus, le Maroc demeure très avancé au niveau des libertés publiques. Notre pays n'est ni la Tunisie ni l'Egypte où l'état d'exception est décrété depuis des années. Mais, je souligne qu'on ne peut pas nier qu'il existe une certaine influence. Comme je viens de le signaler, ces manifestations s'inscrivent dans le cadre d'une sympathie ou solidarité entre les peuples arabes. Mais, cela n'empêche d'aller de l'avant et de continuer le processus des réformes. Le PPS a déjà appelé lors de son 8 e Congrès national à une nouvelle génération de réformes pour le raffermissement du processus démocratique.

Alors, quel devrait être le rôle des organes politiques, en particulier les partis politiques pour l'accompagnement des revendications de cette expression sociale ?

Malheureusement, il faut reconnaître que les partis politiques, sont affaiblis devant le mouvement de la société civile. Aussi, le pluralisme politique a été vidé de son sens. Cela risque de créer une confrontation directe entre le pouvoir et la société et, par conséquent, pose avec acuité le problème du rôle des partis politiques en tant que relais, ou instrument intermédiaire. Ainsi, il faut renforcer le rôle des partis politiques. Ces derniers devraient aussi remplir leur mission convenablement, c'est –à-dire, former et informer les citoyens en procédant par une démarche d'écoute, puis reporter les demandes en amont pour une prise de décisions efficaces en parfaite symbiose avec les revendications des citoyens. Une telle démarche ne fait, en fin de compte, que revaloriser l'action politique.

Interview Paru dans

AL BAYANE du SAM/DIM 19 – 20 février 2011

N° 11016